

17^{ème} CONSEIL GENERAL DE LA COMMUNE MIXTE DE HAUTE-SORNE

Procès-verbal de la séance du mardi 24 mars 2015 à 19h30

au Centre de culture et de sports à Courfaivre

Présidente : Mme Catherine WOLFER, Présidente.

Secrétaire : M. Gérald KRAFT, Secrétaire du Conseil général.

Présents : M. le Maire Jean-Bernard Vallat. Les membres du Conseil communal suivants : Mme Rose-Marie Allemann, M. Pascal Crétin, M. Etienne Dobler, Mme Nicole Eggenschwiler, M. Jean-Louis Joliat, M. Guy Meier, M. Georges Migy et M. Gérard Ruch.
M. Michel Guerdat, Secrétaire communal.

Excusé : -

Convocation : La séance de ce jour a été convoquée par lettre et par publication dans le Journal Officiel N° 9 du 11 mars 2015, ainsi que par affichage public.

La présidente Mme Catherine Wolfer a le plaisir d'ouvrir la séance du Conseil général au Centre de culture et de sports à Courfaivre. Elle souhaite une cordiale bienvenue à toutes et tous. Elle communique que la présente assemblée a été convoquée par courriel, courrier et affichage public, ainsi que par le journal officiel. Mme Wolfer donne connaissance de l'ordre du jour.

1. Appel.
2. Procès-verbal du 27 janvier 2015.
3. Communications.
4. Questions orales.
5. Crédit de Fr. 300'000.00 pour l'installation informatique de la nouvelle administration communale (Message N°48 du Conseil communal au Conseil général du 2 mars 2015).
6. Règlement de l'agence communale AVS de la Commune mixte de Haute-Sorne (Message N°49 du Conseil communal au Conseil général du 2 mars 2015).
7. Traiter le postulat N°2 "Mémorial Jules Schaffner à Glovelier".
8. Traiter la motion N°2 "Mandat pour la commission de vérification des comptes".
9. Traiter la motion N°3 "Des messages précis amènent de bonnes décisions".
10. Nomination de la commission spéciale "Organisation de la journée des aînés".
11. Nomination d'un membre de la commission de gestion du home médicalisé "Claire-Fontaine".
12. Nomination d'un membre de la commission du dicastère des travaux publics.
13. Nomination d'un membre du Syndicat de l'Ecole secondaire de la Haute-Sorne.
14. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Accomando, Giuseppe et de sa famille.

15. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par Mme Estrattore, Maria Nadia.

La présidente demande s'il y a une proposition pour une inversion ou une suppression de points à l'ordre du jour ?

Mme Nicole Lachat (groupe PCSI+RC) demande à reporter le point 9, « Traiter la motion n° 3 : Des messages précis amènent de bonnes décisions » en raison de l'absence de l'auteur de la motion M. Jean-Luc Portmann. Le Conseil général accepte de reporter ce point à la prochaine séance à la majorité évidente.

La présidente constate que l'ordre du jour est accepté avec la modification ci-dessus.

La présidente donne la parole au Secrétaire du Conseil général pour l'appel.

1. Appel

M. Gérald Kraft, secrétaire du Conseil général, procède à l'appel nominal. 33 membres du Conseil général sont présents. Mme Jeannette Receveur est excusée et remplacée par Mme Hannah Osborne. Mme Monika Bregger Meier est excusée et remplacée par M. Mathias Krause. M. Jean-Luc Portmann est excusé et remplacé par Mme Geneviève Basset. M. Markus Berchier est excusé et remplacé par M. Erwin Noirat. M. Frédéric Juillerat est excusé et remplacé par M. Grégory Gunzinger. M. Damien Lachat est excusé et remplacé par M. Paul-André Tendon.

2. Procès-verbal du 27 janvier 2015

Le procès-verbal du Conseil général du 27 janvier 2015 est accepté tel que présenté, avec remerciements à son auteur.

3. Communications

Mme la Présidente a participé à la cérémonie de remise des mérites sportifs et culturels organisée par l'Union des sociétés locales de Glovelier le 20 février dernier. Mme Rose-Marie Allemann a représenté le Conseil communal à cette occasion.

M. Claude Humair a représenté le Conseil général à l'assemblée du FunB Orchestra de Bassecourt le 22 février 2015.

Mme Catherine Wolfer a représenté le Conseil général à l'assemblée générale de la SFG Bassecourt le 13 mars.

Mme Nicole Lachat a représenté le Conseil général à l'assemblée générale de la Société d'embellissement de Bassecourt le 20 mars.

Mme la Présidente a répondu à l'invitation d'un groupe de citoyens le 23 février concernant le projet de géothermie profonde.

M. Jean-Bernard Vallat, maire, remercie les personnes qui se sont investies dans l'organisation de la fête du Printemps qui s'est déroulée le samedi 21 mars dernier dans nos cinq villages.

M. le Maire communique que le bureau de Poste à Soulce sera fermé à fin mai, contre l'avis du Conseil communal. La Poste a le devoir d'assurer un service postal dans la localité. Soulce bénéficiera d'un service postal à domicile. Cette prestation est offerte dans 1200 villages en Suisse, dont Undervelier et est appréciée. Le magasin de Soulce n'a pas désiré reprendre les activités de la Poste.

M. le Maire annonce que M. Grégory Jeannerat a été engagé en tant que fontainier en remplacement de M. Hervé Gerster. M. Jeannerat a déjà débuté sa nouvelle activité et suit la formation de fontainier. M. Gilles Cattin a été engagé en tant que voyer, en remplacement de M. Romain Oberli. M. Cattin débutera son activité le 1^{er} mai 2015.

M. le Maire signale que les services de l'urbanisme et de voirie ont été réorganisés, cela sans nommer de nouvelles personnes. Le Conseil communal a procédé à l'audition de candidat(e)s pour le poste de juriste. Une décision sera prise avant Pâques.

Mme Rose-Marie Allemann apporte un complément de réponse à la question orale posée par M. Eric Dobler (groupe PDC) le 27 janvier 2015 au sujet d'un problème de réservation d'une salle par l'association Insieme pour un loto le dimanche 29 mars 2015. Une pré-réservation a été effectuée pour le loto d'Insieme le dimanche 29 mars 2015. Il n'y avait aucune réservation dans le logiciel sur internet, c'était en ordre. Ensuite, Insieme, par son secrétaire, a confirmé définitivement la date. Lorsque notre service de locations de salles a voulu établir le contrat, nous avons reçu un appel téléphonique à fin décembre du groupe folklorique Errance pour leurs lotos des samedi 28 mars et dimanche 29 mars 2015. Ce groupe avait déjà prés-réservé ces dates le 31 mars 2014, lorsque le service de l'urbanisme s'occupait encore des réservations. Cette réservation n'a pas été reportée sur le programme internet de Haute-Sorne. Il y a eu un changement de responsables des réservations à cette période. C'est alors que nous avons demandé au groupe Errance s'il était possible de trouver une solution, par exemple un changement de dates. Selon le groupe Errance, les dates étaient déjà confirmées avec Jura Passion et il n'était plus envisageable de changer de dates. Aucune solution n'était possible pour cette date du dimanche 29 mars, à notre grand regret. Le Secrétariat a essayé de contacter la secrétaire d'Insieme en décembre, à plusieurs reprises, sans résultat. Notre service a rappelé début janvier 2015 la secrétaire d'Insieme pour l'informer de la situation. Nous leur avons proposé de changer ou de dates ou de salle. Cette dernière a répondu qu'elle regarderait avec son comité. Depuis cet entretien, le Secrétariat communal n'a plus eu de nouvelles d'Insieme jusqu'à l'intervention de M. Eric Dobler au Conseil général le 27 janvier 2015. Le 29 janvier 2015, nous recevons un courrier d'Insieme exprimant leur mécontentement suite à cet incident et demandant un don en contrepartie pour leur association. Par lettre du 12 février 2015, nous avons proposé à l'association Insieme la salle de leur choix, ainsi que la date de leur choix pour l'événement de leur choix, pour autant que la date soit encore disponible dans nos calendriers et cela bien évidemment gratuitement. Mme Allemann conclut en précisant qu'il s'agit d'un problème ponctuel, les employés font leur travail très consciencieusement, au service de la population. Les employés du Service de location des salles sont désolés de cet incident.

M. Eric Dobler (groupe PDC) est partiellement satisfait.

Mme Nicole Eggenschwiler donne des informations au sujet de l'organisation de l'année scolaire 2015-16. Le 11 décembre 2014, une rencontre s'est tenue au Service de l'enseignement, en présence d'une délégation de la commission d'école, du Conseil communal, des représentants de l'APE, ainsi que M. Meier, représentant les parents d'élèves de Soulce et Undervelier. La commission d'école, avec le concours des représentants d'enseignants et des parents d'élèves de Soulce et Undervelier ont rendu un rapport avec tous les scénarios possible. Ce groupe de travail avait été créé suite à la décision du Département de la Formation, de la Culture et des Sports du printemps 2014 de fermer 4 classes dans notre cercle scolaire. Les variantes faisant mention de classes à degrés multiples ont été intégrées à la demande des habitants de Soulce et Undervelier. Cependant, selon le Service de l'enseignement, la question des classes à degrés multiples est difficile, car les bases légales en la matière sont différentes d'un canton à l'autre et le service de l'enseignement ne veut pas entrer en matière sans modification de la loi scolaire, qui actuellement, ne prévoit pas de classes à degrés multiples et ne correspond pas au Plan d'Education Romand (PER) appliqué également dans le canton du Jura. Trois variantes ont été proposées par le Service de l'enseignement, sur lesquelles le Conseil communal et la commission d'école devaient se prononcer. Les autorités scolaires et communales ont retenu la 3^{ème} variante, qui permettait de garder les petits élèves à Soulce, avec une classe de 1H, 2H et 3H à Soulce. Pour les autres degrés, il y aurait un regroupement à Glovelier. La demande officielle a été faite. Nous avons reçu la réponse officielle du Gouvernement, respectivement de Madame la Ministre, qui accepte le maintien d'une classe regroupant les 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} primaires Harnos à Soulce, qui représente selon les termes de Mme Baume Schneider une situation transitoire pour le temps que les effectifs le permettent. Il est rappelé dans le courrier que trois classes doivent être fermées, une à Bassecourt et deux à Undervelier et Soulce. La compétence est donc aux

autorités scolaires de mettre en place toute l'organisation qui en découle, maintenant que la réponse nous est parvenue. Mme Eggenschwiler termine en précisant que ce grand travail est à réaliser en peu de temps. Avec le président de la commission d'école qui s'implique énormément dans ces dossiers, elle relève le travail de la commission d'école et les remercie pour leur compétence et l'excellente collaboration.

Mme Nicole Eggenschwiler donne quelques informations concernant l'aménagement des pavillons de l'école secondaire de la Haute-Sorne. Les travaux préparatoires de chantier et du radier ont débuté il y a quelques semaines. Une opposition avait été déposée par le patrimoine suisse, section Jura. Suite à la séance de conciliation, qui a eu lieu le 16 décembre 2014, l'opposition a été levée. Entretemps, l'Office de l'environnement a demandé si des mesures de protection étaient prévues pour protéger le bâtiment, mais également comment était envisagé la gestion des crues dans ce quartier dans l'attente de la mise en œuvre des mesures de protection collectives sur le Tabeillon. Selon la carte des dangers naturels, l'Office de l'environnement demande une étude technique par un bureau d'ingénieurs. Suite à un mandat donné par la commune au bureau SD Ingénierie Jura SA, ce dernier a rendu son rapport. Il ressort que la commune devra établir une étude globale à l'échelle du Tabeillon avec la mise en œuvre de mesures sur le cours d'eau en amont qui permettra d'éliminer le risque et de sortir le périmètre de l'Ecole, ainsi que le quartier des Longues-Royes de la zone de danger. Le permis, en attente à l'ECA et au Service de l'environnement, pourra être délivré. Le syndicat de l'école secondaire avoue avoir pris du retard dans les travaux, mais assure que les pavillons seront terminés pour la rentrée du mois d'août 2015, car il n'y aura plus de containers pour accueillir les élèves.

M. Pascal Crétin rappelle les courriers échangés entre le laboratoire cantonal, les citoyens et la commune concernant le problème d'eau à Sceut. Il se pose un problème de turbidité à Sceut, l'eau est déclarée impropre à la consommation et il faut la faire bouillir. Une situation qui dure depuis de longues années. Les solutions qui s'offrent à la Commune sont la mise en place d'un système de filtration ou le raccordement au réservoir de Saint-Brais, via le SEF (Syndicat des eaux des Franches-Montagnes). La subvention s'élève à 75 %. Une information a été donnée le 9 mars à la population de Sceut, en présence des représentants de l'Office de l'environnement, de l'économie rurale et du Conseil communal. Ce matin 24 mars 2015, M. Crétin a reçu un appel téléphonique pour lui apprendre que l'eau présentait de la turbidité. Une valeur de moins 1 au réservoir et une turbidité au robinet de 17. M. Crétin communique que le système de filtration n'est pas la bonne solution et ne va pas régler le problème. Le Conseil communal va statuer sur ce dossier et il est prévu que la population de Sceut puisse avoir accès à un local pour s'approvisionner en eau. En cas de problèmes graves de pollution, M. Crétin rappelle que la population est avertie rapidement, par courriel, sms ou Fréquence Jura.

4. Questions orales

Mme Yvonne Lucchina (groupe PS) évoque le projet de la « Passerelle du Pichoux ». Mme Lucchina s'est rendue à une séance d'information et de présentation de ce projet. Il est ambitieux et le chemin est encore long avant qu'il n'aboutisse. Est associé à ce projet, Berne Rando, qui s'occupe d'entretenir, baliser et revaloriser les chemins pédestres du canton de Berne et notamment de la liaison avec le Canton du Jura, ainsi que Jura et Jura bernois Tourisme. Cette passerelle serait un atout supplémentaire pour le Petit-Val et toute sa région. Berne Rando désire organiser un tour pédestre de 2 jours, qui relierait Bellelay – Fornet – Undervelier – Soulce – Les Ecorcheresses et retour sur Bellelay. Notre commune est donc directement concernée. C'est une belle opportunité pour Haute-Sorne de mettre en valeur nos villages de Soulce et Undervelier. Mme Lucchina demande si la Commune a été approchée par les initiateurs du projet ? Quelle est la position de la Commune sur ce projet ? Est-ce que la Commune est prête à aider éventuellement les personnes qui désirent s'investir au niveau de l'hébergement ?

M. Jean-Bernard Vallat, maire, répond que la Commune n'a pas été approchée et n'a pas été invitée à une séance. Le projet est intéressant et impressionnant pour valoriser Undervelier et Soulce et pour l'attrait touristique. Le Conseil communal serait d'accord d'être associé. Pour la 3^{ème} question, tout est ouvert, mais on ne peut pas encore se prononcer.

M. Yvonne Lucchina (groupe PS) est satisfaite.

M. Eric Dobler (groupe PDC) précise tout d'abord avoir bien pris note des informations données par M. Pascal Crétin dans les communications. Il intervient par rapport à l'information à la population. M. Dobler rappelle que le 4 juin 2014, le Service cantonal de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV) informait les Autorités de la Commune de Haute-Sorne que la qualité de l'eau distribuée à Sceut n'était pas conforme aux normes et donc non potable. Il parle de problème de turbidité et non de problème bactériologique. Dans le même courrier, le SCAV invitait les Autorités communales à indiquer dans un délai de 30 jours les mesures qu'elles allaient mettre en place afin de remédier à cette problématique. Le 26 juin 2014, soit 22 jours plus tard, un courrier était adressé aux habitants de Sceut pour les inviter à faire bouillir l'eau. La commune de Haute-Sorne, en sa qualité de distributeur d'eau a purement et simplement oublié d'informer un certain nombre de clients en ne se basant que sur la liste des habitants de Sceut, quand bien même elle adresse annuellement plusieurs acomptes ou factures d'eau à des hameaux de la commune voisine de Clos du Doubs. M. Dobler demande si cette problématique de clients externes aux habitants de Haute-Sorne est isolée ou existe-t-il d'autres cas identiques et si oui, tient-on une liste exhaustive ? Il se demande si la commune serait plus inspirée en cas de futures pollutions éventuelles, de croiser ses fichiers habitants/destinataires de factures afin d'optimiser l'information ?

M. Jean-Bernard Vallat, maire, répond qu'effectivement, le SCAV a envoyé un courrier daté du 4 juin 2014 à la Commune. Il précise que l'eau n'était pas polluée et que le prélèvement a été réalisé 7 jours avant le 4 juin. Il rappelle encore que s'il est constaté que l'eau n'est pas potable, le laboratoire intervient téléphoniquement auprès des Autorités. Il reconnaît l'erreur de l'administration, qui n'a pas avisé les fermes du Clos du Doubs, alimentées en eau et il s'en excuse. Le fichier a été modifié immédiatement. Le nécessaire a été fait pour que cela ne se reproduise plus. Il rappelle que la population n'a jamais été mise en danger. Le maire indique encore qu'une analyse du réseau en entier est menée pour avoir des alarmes qui fonctionnent en cas de problèmes.

M. Eric Dobler (groupe PDC) est satisfait.

Mme Hannah Osborne (groupe PDC) demande quand le Conseil communal va approuver les directives relatives à l'octroi des prestations et subventions pour les fêtes du village de la Commune de Haute-Sorne ? Elle explique que la commission du dicastère des écoles, culture, sports et affaires sociales est chargée du mandat d'harmoniser la location et utilisation de divers locaux qui se partagent entre les villages, notamment les halles des fêtes, salles de sport et terrains de football. Elle ajoute que ces harmonisations représentent un travail important, qui demande de réunir beaucoup d'informations de la part des sociétés locales. Le dicastère a aussi pour tâche d'harmoniser les prestations et subventions pour les fêtes de villages. Mme Osborne signale qu'un montant de Fr. 11'000,- figure au budget pour les subventions aux fêtes de villages. Une proposition de règlement a été préparée pour les fêtes de villages, qui a été présenté au Conseil communal en février. Partant du principe qu'il y a une réelle urgence à régler ce problème vu la promesse faite au cartel de Courfaivre en 2014, il est étonnant d'apprendre que le Conseil communal souhaite tout harmoniser avant d'entrer en matière sur le règlement des fêtes de villages. Dans l'intervalle, les organisateurs de Bassecourt s'amuse ont déposé une demande de subvention de Fr. 10'000,-, qui a apparemment été acceptée par le Conseil communal sans sourciller. Pour Mme Osborne il est décevant de constater qu'une promesse faite l'année passée soit si vite oubliée et que le réel souhait de la population de voir une harmonisation soit mise de côté. Elle termine en soulignant que face à de telles décisions, le travail de la commission du dicastère et de la commission culturelle pour créer une cohésion entre les villages semble vain.

Mme Nicole Eggenschwiler répond que la commission du dicastère des écoles, culture, sports et affaires sociales a travaillé à l'élaboration d'un règlement d'harmonisation des sociétés locales. Le Conseil communal attend d'avoir une vue d'ensemble de l'état des lieux de toutes les sociétés locales. Mme Eggenschwiler précise que la commission est appelée à harmoniser les remises des mérites sportifs et culturels des cinq villages, ainsi que les fêtes de village. La commission mène actuellement une étude auprès des sociétés locales. Un formulaire a été envoyé à toutes les sociétés locales pour récolter différentes informations. Le Conseil communal attend le résultat de l'étude avant de se positionner pour le budget 2016.

Mme Hannah Osborne (groupe PDC) n'est pas satisfaite de la réponse.

5. Crédit de Fr. 300'000.00 pour l'installation informatique de la nouvelle administration communale (Message N° 48 du Conseil communal au Conseil général du 2 mars 2015)

Le message n° 48 rappelle que le 2 octobre 2012, le Conseil général de Bassecourt, sur proposition du comité de fusion et pour faire suite à la décision de localiser l'administration communale de Haute-Sorne à Bassecourt, a accepté un crédit de Fr. 220'000,- pour l'aménagement et l'agencement de locaux administratifs supplémentaires dans le bâtiment Setag. Le projet initial, élaboré par le comité de fusion, a fait l'objet de diverses modifications par la suite. Dans le même temps et à la demande du comité de fusion, le Conseil communal de Bassecourt a débloqué un crédit provisoire de Fr. 200'000,- pour le développement et l'acquisition de l'infrastructure informatique communale. Les Services des communes et de la Protection de la population ont donné leur accord en vue de financer ce second crédit au travers d'un prélèvement sur le fonds des abris PC de Bassecourt. A ce jour, la nouvelle infrastructure informatique communale est fonctionnelle. Dans le but de finaliser ce projet, il appartient au Conseil général d'avaliser l'investissement y relatif en approuvant un crédit de Fr. 300'000,-, à financer par un prélèvement sur le fonds de fusion. A signaler que ce crédit servira également à rembourser le prêt consenti par le fonds des abris PC de Bassecourt.

M. Etienne Dobler explique l'utilisation de l'allocation de fusion et la manière dont le crédit est financé à l'aide d'un powerpoint.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

Le crédit de Fr. 300'000,- pour l'installation informatique de la nouvelle administration communale est accepté par 31 voix sans avis contraire.

Au nom du Conseil communal, M. Etienne Dobler remercie les membres du Conseil général.

6. Règlement de l'agence communale AVS de la Commune mixte de Haute-Sorne (Message N° 49 du Conseil communal au Conseil général du 2 mars 2015)

M. Jean-Bernard Vallat précise que le règlement-type de l'agence communale AVS a été élaboré par la Caisse de compensation du Canton du Jura. Ce règlement a été contrôlé par le Service des communes et accepté par le Conseil communal.

L'entrée en matière n'est pas combattue. La discussion est ouverte.

Concernant l'article 3, M. Patrick Ballaman propose de remplacer « *L'organe communal compétent* par le **Conseil communal** nomme le personnel de l'agence communale AVS avec un préposé à sa tête. »

La proposition est acceptée par 29 voix sans avis contraire.

Passé au vote, le règlement de l'agence communale AVS de la Commune mixte de Haute-Sorne est accepté à l'unanimité.

7. Traiter le postulat N°2 "Mémorial Jules Schaffner à Glovelier"

M. Olivier Boillat souhaite mettre en valeur une personne du village de Glovelier, instituteur et capitaine à l'armée. Il y a 70 ans, le 15 novembre, Jules Schaffner tombait, mortellement blessé d'une balle perdue au Perchet, près de Damvant, seule victime militaire suisse de la seconde Guerre mondiale. Le capitaine Schaffner (1896-1944) était alors instituteur du village de Glovelier, dont il fut également conseiller communal et responsable de plusieurs sociétés locales. Sa mort et les obsèques officielles qui lui furent rendues marquèrent profondément la population de Glovelier. Pour les générations qui le connurent, Jules Schaffner représentait une autorité morale et sa personnalité comme son destin tragique en faisaient une figure marquante de l'histoire du lieu. Alors qu'un

monument a été élevé à Damvant à l'endroit où le destin a frappé le militaire en service commandé, plus aucune trace tangible du souvenir de Jules Schaffner ne subsiste dans sa commune d'adoption, même pas dans le cimetière de Glovelier, qui abrita sa tombe, aujourd'hui nivelée. Plusieurs personnes se sont émues de la disparition de ce dernier témoin d'un homme et d'une époque liés à notre histoire récente et ont manifesté le désir de voir restituer cette portion de la mémoire locale. La pierre tombale de Jules Schaffner existe toujours et son propriétaire actuel est d'accord de la céder gratuitement à la collectivité publique. Un endroit adapté et une installation sont cependant nécessaires. M. Olivier Boillat propose que le Conseil communal établisse un projet de mise en place publique de cette pierre tombale, sous la forme d'un mémorial muni d'une inscription explicite, dans un lieu à définir. Une première estimation financière des frais y relatifs s'élève à quelque Fr. 2'000,- à porter au budget communal, le solde éventuel pourrait provenir d'un appel à donateurs. M. Boillat propose également que le Conseil communal donne mandat à un groupe de travail, par exemple l'association « Glovelier en images », pour élaborer une publication commémorative, regroupant photographies et textes historiques, à destination du grand public et d'affecter dans ce but un montant de Fr. 1'500,- au budget communal. M. Olivier Boillat souhaite se servir du passé pour montrer notre confiance en l'avenir. Il propose cette démarche du souvenir comme un sens à nos valeurs à Haute-Sorne.

M. Jean-Bernard Vallat, maire, signale que si le postulat est accepté, le Conseil communal va étudier ce qu'il est possible de faire pour commémorer cet ancêtre.

M. Patrick Ballaman indique que l'initiative est louable sur le fond. Il remarque que s'il a bien compris, l'objectif est d'obtenir une participation financière de la part de la commune. Le groupe socialiste est d'avis que de telles initiatives doivent émaner d'un groupe de citoyens, d'une association ou de toute autre organisation et ne doivent par conséquent pas relever de la compétence du Conseil général. M. Ballaman propose que cette démarche soit faite dans ce sens et que la demande de subvention soit présentée en temps voulu au Conseil communal. Il est de sa compétence de prendre position quant à l'octroi de montants pour soutenir de tels projets. Pour ces raisons, le groupe PS ne souhaite pas soutenir ce postulat.

Passé au vote, le postulat est accepté par 21 voix contre 3 avis contraire.

8. Traiter la motion N°2 "Mandat pour la commission de vérification des comptes"

Mme Céline Grellier (groupe PCSI+RC) indique qu'en 2015, un grand chamboulement a eu lieu pour nos employés avec le passage à la grille salariale selon l'échelle « U ». Elle rappelle qu'il avait été demandé qu'une étude des cahiers des charges puisse être faite en lien aussi avec ce changement d'étalonnage salarial. Malheureusement, il n'a pas été possible de le faire, pour des raisons de délai trop court. L'adaptation a été faite par un petit groupe, elle propose de faire valider ce travail en confiant un mandat à la commission de vérification des comptes. Le but étant de garantir l'équité et la justesse de la démarche, donner décharge aux personnes ayant réalisé ce travail et éviter des doutes et rumeurs au sein du personnel, des habitants et des conseils. Elle précise encore que le but de sa démarche est de finaliser le travail et non pas de réévaluer les employés par rapport à leur salaire. Elle remet aux membres du Conseil général un courriel de M. Raphaël Schneider, Chef du Service des communes, qui a confirmé que la motion était valable.

M. Jean-Bernard Vallat indique que le Conseil communal a été un peu étonné par cette motion. Le Conseil s'est également approché du Service des communes. Il relève que le Conseil communal n'a rien caché concernant le passage de l'échelle G ou A à l'échelle de traitement U du canton. Tous les employés ont été traités de la même manière. Ce changement d'échelle de traitement n'a donné lieu à aucune opposition. Par souci de transparence, le Conseil communal ne va pas s'opposer à cette motion. Il rappelle qu'un organe de révision contrôle les comptes communaux et aussi les salaires. Ces derniers doivent correspondre au budget.

M. Eric Dobler (groupe PDC) précise que sur le fond, il partage les soucis de la motionnaire. A la lecture du mail du Service des communes, à son sens la motion est réalisée, estimant qu'il y aurait faute si ce travail n'était pas fait. Il fait confiance à la commission et à la fiduciaire.

M. Patrick Ballaman (groupe PS) est d'avis que la motion suscite de nombreuses réflexions. Certaines choses relèvent du Conseil communal. Pour une raison de confidentialité, la commission de vérification des comptes n'est pas légitimée à faire certains contrôles. Il estime que certaines questions vont trop loin. M. Ballaman ajoute que la commission du personnel n'a pas été sollicitée, estimant qu'il serait utile que les représentants du personnel soient écoutés. M. Ballaman annonce que le groupe PS ne va pas soutenir la motion.

Mme Céline Grellier maintient la motion telle qu'elle a été présentée.

Passée au vote, la motion n° 2 intitulée « Mandat pour la commission de vérification des comptes » est refusée par 19 voix contre 11 avis contraire.

9. Traiter la motion N°3 "Des messages précis amènent de bonnes décisions"

Le point est reporté à la prochaine séance du Conseil général.

10. Nomination de la commission spéciale "Organisation de la journée des aînés"

Nomination des membres de la commission spéciale concernant l'organisation de la journée des aînés. Propositions du groupe PCSI+RC : Mme Jacqueline Berberat de Glovelier, Mme Nicole Domon de Soultce et Mme Danielle Vernier d'Undervelier. Les autres partis n'ont pas de candidats à proposer ou laissent leur place. Après discussion, il est proposé Mme Christiane Portmann de Glovelier, Mme Geneviève Basset de Glovelier et Mme Claudine Zürcher d'Undervelier.

Passées au vote, les nominations de Mesdames Jacqueline Berberat de Glovelier, Nicole Domon de Soultce, Danielle Vernier d'Undervelier, Christiane Portmann de Glovelier, Mme Geneviève Basset de Glovelier et Mme Claudine Zürcher d'Undervelier sont acceptées à l'unanimité. Il reste un membre à nommer.

11. Nomination d'un membre de la commission de gestion du home médicalisé "Claire-Fontaine"

Nomination d'un membre de la commission de gestion du home médicalisé « Claire-Fontaine ». Le groupe PDC propose M. Gérard Ruch.

M. Gérard Ruch est élu tacitement.

12. Nomination d'un membre de la commission du dicastère des travaux publics

Nomination d'un membre de la commission du dicastère des travaux publics. Le groupe PCSI+RC propose M. Christophe Schaller de Courfaivre.

M. Christophe Schaller est élu tacitement.

13. Nomination d'un membre du Syndicat de l'Ecole secondaire de la Haute-Sorne

Nomination d'un membre du Syndicat de l'Ecole secondaire de la Haute-Sorne. Le groupe PCSI+RC propose Mme Nicole Eggenschwiler, qui représentera le Conseil communal, avec voix consultative.

Mme Nicole Eggenschwiler est élue tacitement.

14. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Accomando, Giuseppe et de sa famille

M. Giuseppe Accomando est né le 17 janvier 1975 à Laufen. Il a vécu à Laufen jusqu'en 1997, il a ensuite été domicilié à Delémont en 1998 et 1999, puis à Courtételle de 2000 à 2002. Depuis 2002, il vit avec sa famille à Courfaivre. Son épouse Antonella, née le 7 septembre 1974 à Delémont, sa fille Laura, née le 21 juin 1999 à Bâle et son fils Marco, né le 12 février 2003 sont inclus dans la présente demande. Toute la famille est au bénéfice du permis d'établissement C.

Le couple est né en Suisse et a toujours vécu dans notre pays. Ils ont construit leur maison familiale et leurs deux enfants sont nés dans le Jura. Leurs enfants sont la 4^{ème} génération à vivre en Suisse. La famille de M. Giuseppe Accomando est bien intégrée dans la vie locale. L'Italie c'est bien pour les vacances. Toute la famille se sent chez elle en Suisse.

L'audition s'est déroulée le 9 décembre 2014. Au vu des renseignements recueillis, le Service de la population est favorable à l'octroi du droit de cité communal et cantonal à M. Giuseppe Accomando, son épouse Mme Antonella Accomando et à leurs enfants Laura Accomando et Marco Accomando.

Passée au vote, la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Giuseppe et sa famille est acceptée par applaudissements.

15. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par Mme Estrattore, Maria Nadia

Mme Maria Nadia Estrattore est née le 23 avril 1970 à Delémont. Depuis sa naissance, elle a toujours vécu à Bassecourt. Elle est au bénéfice du permis d'établissement C.

Elle est née ici, a suivi toute sa scolarité à Bassecourt et elle travaille à Delémont. Elle aimerait se sentir à part entière Suisse. Toute sa vie est en Suisse, elle ne se voit pas vivre ailleurs.

L'audition s'est déroulée le 16 février 2015. Au vu des renseignements recueillis, le Service de la population est favorable à l'octroi du droit de cité communal et cantonal à Mme Maria Nadia Estrattore.

Passée au vote, la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par Mme Maria Nadia Estrattore est acceptée par applaudissements.

Mme la Présidente Catherine Wolfer donne connaissance d'un postulat de M. Eric Dobler (groupe PDC) intitulé « Et pourquoi pas un nouveau Parcours Vita ? ». Le postulat est joint au présent procès-verbal.

Constatant que l'ordre du jour avait été passé en revue, Mme Catherine Wolfer remercie les membres du Conseil général et du Conseil communal de leur participation et leur engagement et lève la séance à 21h30.

Bassecourt, le 24 mars 2015

AU NOM DU CONSEIL GENERAL
La Présidente Le Secrétaire

Catherine Wolfer

Gérald Kraft